



Les retraité·es
veulent vivre en bonne santé!

Les professionnel·les
veulent bien travailler!



La santé, le social, le médico-social, ne se négocient pas!

**Le 20 mars, toutes et tous mobilisé·es, pour une santé
et un accompagnement accessible, de qualité et sans reste à charge.**

Les retraité·es, partout en France, appellent à des rassemblements devant les ARS et/ou les préfétures de région. Elles et ils refusent d'être désigné·es comme responsables, comme des improductif·ves, comme trop coûteux·ses. Nombre de retraité·es n'arrivent plus à vivre dignement.

Elles et ils exigent un droit à la santé et un accès aux soins sans entraves. Les dépassements d'honoraires, le doublement des franchises médicales, le manque de personnels soignants, la fermeture de services hospitaliers, s'ils touchent l'ensemble des citoyen·nes, ont de fortes conséquences chez les retraité·es.

Conséquences encore plus importantes avec la mise en œuvre de priorité en fonction de l'âge, le refus de prise en charge de certaines mesures de prévention après 74 ans auxquels s'ajoutent un niveau de reste à charge de plus de 600 € annuel pouvant aller jusqu'à 2 500 €, si on ajoute le coût de la mutuelle ou complémentaire santé. **Dans ces conditions, ce sont 1,6 million de personnes qui renoncent aux soins et 700 000 retraité·es qui n'ont pas de mutuelle.**

LES RETRAITÉ·ES EXIGENT:

- l'augmentation immédiate de 10 % de toutes les pensions de retraite et une augmentation de 300 € du minimum contributif et du minimum garanti,
- l'indexation des retraites sur l'évolution du salaire moyen,
- le développement des centres de santé publics,
- une réforme du financement de la Sécurité sociale assise sur les cotisations sociales ainsi que l'arrêt des exonérations de cotisations sociales,
- le développement d'un grand service public de la santé.

Nous aussi, salarié·es du secteur de la santé, du social et du médico-social organisons-nous, mobilisons-nous pour un grand service public de la santé et de l'action sociale financé par une Sécurité sociale de haut niveau!

Les professionnel·les dénoncent la casse de l'hôpital public et alertent sur l'augmentation des déserts médicaux! Depuis trop longtemps, les soignant·es subissent une dégradation continue de leurs conditions de travail. Manque de personnel, salaires gelés, pressions hiérarchiques, horaires à rallonge, épuisement généralisé... Pendant que les agents s'épuisent à tenir un système à bout de souffle, les gouvernements successifs continuent de fermer des lits et de réduire les moyens. Nous refusons que la santé, le social et le médico-social soient considérés comme une marchandise gérée par des entreprises où la rentabilité prime sur les prises en charge et les conditions de travail des soignant·es.

LES PROFESSIONNEL·LES EXIGENT :

- des formations et des embauches massives pour stopper l'hémorragie et garantir des soins de qualité,
- une augmentation des salaires à la hauteur des responsabilités et qualifications,
- l'arrêt des fermetures de lits, de services et de structures,
- le renforcement du service public hospitalier,
- le développement d'un grand service public de la santé et de l'action sociale,
- l'arrêt de toutes pénalisations des arrêts maladie,
- l'abrogation de la retraite à 64 ans et reconnaissance de la pénibilité par un départ anticipé.

**POUR ELLES ET EUX,
POUR NOUS, LA LIGNE ROUGE
EST FRANCHIE.**

La CGT s'oppose, depuis maintenant des années, à l'austérité que subissent les hôpitaux publics, les structures d'accompagnement quand ils ne sont pas démantelés ou cédés au privé.

On a plus que jamais besoin d'hôpitaux de plein exercice avec le personnel nécessaire, dans tous les territoires et en Ile-de-France en particulier.

La CGT dénonce la politique de santé publique du gouvernement qui ne tient pas compte des besoins réels de la population. Les personnels soignants et les usager·es doivent se mobiliser pour obtenir, enfin, une politique nationale de santé publique qui ne se serve pas d'elles et eux comme d'une variable d'ajustement pour le profit du secteur privé.

FAIRE GRÈVE EST VITAL
Ensemble, le 20 mars,
faisons entendre
nos justes revendications

Lieu de RDV :